

**INSTRUCTION ADMINISTRATIVE N° 007 PORTANT
REGLEMENTATION DE L'ACTIVITE DES BUREAUX
DE CHANGE**

(Modification n° 1)

La Banque Centrale du Congo, agissant en vertu des dispositions des Lois n° 005/2002 du 07 mai 2002 relative à la constitution, à l'organisation et au fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, n°003/2002 du 02 février 2002 relative à l'activité et au contrôle des Etablissements de Crédit et de l'Ordonnance - Loi n° 67/272 du 23 juin 1967 telle que modifiée et complétée à ce jour, définissant le pouvoir réglementaire de la Banque Centrale du Congo en matière de change, arrête les dispositions suivantes concernant l'activité des Bureaux de Change :

CHAPITRE 1^{er} : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1^{er}

Les Bureaux de Change sont des personnes morales de droit congolais autres que les Etablissements de Crédit qui effectuent, à titre de profession habituelle des opérations de change manuel.

Article 2

Les Bureaux de Change sont habilités à :

- acheter et vendre en espèces les monnaies étrangères contre la monnaie nationale ;
- acheter et vendre en espèces les monnaies étrangères contre d'autres monnaies étrangères.

ADMINISTRATIVE INSTRUCTION No. 007 REGULATING ACTIVITY IN EXCHANGE OFFICES (Amendment No. 1)

The Central Bank of Congo, acting under the provisions of Laws No. 005/2002 07 May 2002 concerning the creation, the organization and operation of the Central Bank of Congo, No. 003/2002 02 February 2002 concerning the activity and supervision of Credit Institutions and Ordinance - Law No. 67/272 of 23 June 1967 as amended and supplemented to date, defining the regulatory power of the Central Bank of Congo in exchange matters, adopt the following provisions concerning the activity of Bureaux de Change:

CHAPTER 1: GENERAL PROVISIONS

Article 1

The Bureaux de Change are . legal persons of Congolese law other than Credit Institutions that perform, as a regular business exchange operations

Article 2

The Bureaux de Change are entitled to:

- buy and sell cash foreign currency
against the national currency
- buy and sell cash foreign currency
against other foreign currencies-.

CHAPITRE II : AGREMENT

Article 3

Alinéa 1 : - Toute personne morale de droit congolais, désireuse d'exercer l'activité du Bureau de Change doit se faire agréer par la Banque Centrale du Congo.

- La qualité du Bureau de Change est accordée sur base d'un acte d'agrément.

Alinéa 2 : La demande d'agrément adressée au Gouverneur de la Banque Centrale du Congo doit être accompagnée des documents ci-après :

- une copie de l'originale des statuts notariés ;
- l'acte de dépôt des statuts aux greffes du Tribunal de Grande Instance du ressort des activités du Bureau de Change ;
- une copie certifiée conforme du Nouveau Registre de Commerce précisant que le requérant se destine à exercer uniquement l'activité du Bureau de Change ;
- une copie certifiée conforme de l'Attestation de l'Identification Nationale ;
- la preuve de l'existence des comptes en monnaie nationale et/ou en monnaies étrangères ouverts auprès du système bancaire congolais ;
- les curriculum vitae et extraits de casier judiciaire datant de moins de trois mois des promoteurs et des personnes préposées à l'administration et à la gestion du Bureau de Change.

Alinéa 3 : L'examen de la demande d'agrément est subordonné au paiement des frais de dossier représentant 3% de la caution.

CHAPTER II: APPROVAL

Article 3

Paragraph 1: A corporation incorporated under Congolese law, wishing to pursue the activity of Bureau de Change must be approved by the Central Bank of Congo

- The quality of Bureau de Change is granted on the basis of an Act of Accreditation documents:.

Paragraph 2: The application for approval to the Governor of the Bank Central of Congo must be accompanied by the following

- a copy of the original notarized statutes
- the act of filing the articles of transplantation High Court the responsibility of the activities of the Office of Change
- a certified copy of the New Commercial Registry stating that the applicant intended only to carry on the business of the Bureau de Change
- a certified copy of the Certificate of the National Identification
- the proof of the existence of accounts in national currency and / or foreign currency opened with the banking system Congolese
- resumes and criminal records not older than three months promoters and persons engaged in the administration and management of the Bureau de Change³.

Paragraph Examination of the application for approval is conditional to the pay folder representing 3% of the deposit fee⁴.

Alinéa 4 : La demande d'agrément doit indiquer la raison sociale, l'adresse complète ainsi que les coordonnées téléphoniques du Bureau de Change.

Alinéa 5 : Le Bureau de Change doit faire du change manuel son unique activité.

Article 4

Nul ne peut créer, administrer, diriger ou gérer, même par personne interposée, s'il :

1. a été condamné en République Démocratique du Congo ou à l'étranger comme auteur, complice ou pour tentative de l'une des infractions suivantes :
 - faux monnayage ;
 - contrefaçon ou falsification de sceaux, timbres, poinçon et marques ;
 - faux et usage de faux en écritures ;
 - vol, extorsion, détournement ou abus de confiance, escroquerie ou recel ;
 - banqueroute, circulation fictive d'effets de commerce ;
 - émission de chèque sans provision ;
 - corruption ou concussion ;
 - blanchiment de capitaux ;
 - contrefaçon ou falsification des billets de banque.
2. a été condamné pour infraction à la Loi Bancaire n° 003/2002 du 02 février 2002 relative à l'activité et au contrôle des Etablissements de Crédit ou à la Réglementation du Change ;
3. a été déclaré en faillite, sauf réhabilitation en sa faveur, même si la faillite s'est ouverte à l'étranger ;
4. a été condamné pour crime de droit commun et pour infraction assimilée par la loi à l'une de celles énumérées ci-dessus ;

Paragraph The application shall indicate the name,
full address and telephone numbers of the Bureau de Change⁵.

Paragraph The Bureau de Change must make manual changes his only
activity

Article 4

No person shall establish, manage, control or management, even through
an intermediary, if:

1. was sentenced in the Democratic Republic of Congo or abroad as
author or accomplice attempted one of the following offenses:

- counterfeiting; - Counterfeiting or falsification of seals, stamps, punch
and

trademarks; - Forgery and use of forgery; - Theft, extortion,
embezzlement or breach of trust,

fraud or concealment; - Bankruptcy, fictitious circulation of
commercial paper; - NSF program; - Corruption and bribery; - Money
laundering; - Counterfeiting or falsification of bank notes

2..was sentenced for violating the Banking Law No. 003/2002 of 2
February 2002 on the activities and supervision of Institutions of Credit or
the Regulation of Change

3.has been declared bankrupt, except rehabilitation in his favor,
even if bankruptcy opened abroad;

4. was convicted of political crimes and offenses assimilated by law to one
of those listed above;

May

5. a pris part à l'administration, à la direction ou à la gestion courante d'un Etablissement de Crédit ou d'un autre intermédiaire financier dont la liquidation forcée a été ordonnée ou dont la faillite a été déclarée, sauf autorisation expresse de la Banque Centrale du Congo.

Article 5

Alinéa 1 : L'agrément en qualité du Bureau de Change est accordé après contrôle sur les lieux d'exploitation par la Banque Centrale du Congo, en vue d'apprécier les conditions minimales des installations et de s'assurer de l'existence des équipements nécessaires à son bon fonctionnement, à savoir :

- un moyen de communication (téléphone, phonie ou fax ou messagerie électronique) ;
- un coffre-fort ;
- une caisse enregistreuse ou une calculatrice ;
- un ordinateur ;
- un détecteur des faux billets ;
- une machine à compter les billets de banque ;
- une photocopieuse ;
- un tableau d'affichage.

Alinéa 2 : Après avis favorable, la Banque Centrale du Congo invite le requérant à verser la caution et les frais d'agrément fixés de la manière suivante :

- Caution : **USD 2.500** ;
- Frais d'agrément : **20 % de la caution.**

Hormis la caution, les frais peuvent être payés en monnaie nationale.

Alinéa 3 : Le versement de la caution et le paiement des frais peuvent s'effectuer :

- par transfert ou virement bancaire au crédit du compte de la Banque Centrale du Congo à désigner par la Direction des Services Etrangers ;

3. took part in the administration, management or the ongoing management of a credit institution or other financial intermediary which forced liquidation was ordered or whose bankruptcy was declared, unless specifically authorized by the Bank Central Congo¹.

Article 5

Paragraph The approval as the Change Office is granted after control of the firm by the Central Bank of Congo, in order to assess the minimum facilities and ensuring the existence of equipment necessary for its operation, namely:

- a means of communication (telephone, voice or fax or email);
- Safe;
- A cash register or calculator;
- A computer;
- A counterfeit money detector;
- A machine to count bank notes;
- A photocopier;
- A scoreboard

Paragraph 2: After favorable opinion, the Central Bank of Congo invite the applicant to pay the deposit and fixed license fee as follows:

- Deposit: USD 2,500;
- License Fees. 20% of the security

Apart from the security deposit, the fee can be paid in national currency-.

Paragraph 3: The payment of the deposit and fee payment can be made:

Transfer or bank transfer the account of the Central Bank of Congo to designate the Foreign Services Directorate;

- par chèque nominatif en faveur de la Banque Centrale du Congo ;
- en espèces aux guichets de la Banque Centrale du Congo.

Alinéa 4 : La caution n'est pas rémunérée. Elle est remboursable en devise à la cessation des activités moyennant déduction éventuelle des sommes dues au Trésor Public et/ou à la Banque Centrale du Congo.

Article 6

La Banque Centrale du Congo attribue à chaque Bureau de Change un numéro d'agrément distinct et publie périodiquement au Journal Officiel la liste des Bureaux de Change agréés.

Article 7

La Banque Centrale dispose de 90 jours dès réception de la demande d'agrément pour examiner ce dossier. L'absence de décision à l'expiration de ce délai vaut autorisation.

CHAPITRE III : AUTORISATIONS

Article 8

Alinéa 1 : Toute personne morale agréée en qualité du Bureau de Change peut ouvrir une ou plusieurs Extensions, un ou plusieurs Guichets moyennant l'autorisation de la Banque Centrale du Congo.

Par **Extension**, il faut entendre une branche du Bureau de change implantée dans l'une des villes de la République Démocratique de Congo autre que celui du siège social. En revanche, par **Guichet**, il faut entendre une branche du Bureau de Change ouverte dans la ville où le siège social ou l'extension sont implantés.

- by personal check in favor of the Central Bank of
Congo

-in cash at the counters of the Central Bank of
Congo⁴.

Paragraph The deposit n is not remunerated. It is repayable in foreign
currency to the cessation of activities through deduction of amounts owed
to the Public Treasury and / or the Central Bank of Congo.

Article 6

The Central Bank of Congo assigns each Bureau de Change a separate
authorization number and publishes periodically in the Official Gazette the
list of approved Bureaux de Change.

Article 7

The Central Bank has 90 days upon receipt of the application for
authorization to examine this issue. If no decision on the expiry of this
deadline is authorized^{III}:

CHAPTER Authorizations

Article 8

Section 1: A corporation approved as the Bureau de Change may open
one or more extensions, one or more ATMs with the permission of the
Central Bank of Congo.

By extension, it means a branch of the Exchange implanted in one of the
cities of the Democratic Republic of Congo other than the head office.

However, for Bank shall mean a branch of Bureau de Change opened in
the city where the headquarters are located or extension².

Alinéa 2 : L'ouverture de chaque Extension ou de chaque Guichet est soumise aux mêmes conditions de l'article 5 alinéa 1 et au paiement des frais ci-après :

- Frais d'autorisation : **20 % de la caution** ;
- Frais de dossier : **3 % de la caution**.

Alinéa 3 : Les Bureaux de Change sont tenus d'ouvrir des comptes pour leurs Extensions auprès des Etablissements de Crédit du ressort d'activités desdites extensions.

Alinéa 4 : Tout changement des coordonnées téléphoniques ou d'adresse de tout point d'exploitation doit être communiqué immédiatement à la Banque Centrale du Congo/Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers avec copie à la Direction des Services Etrangers.

Alinéa 5 : Sont soumis à l'accord préalable de la Banque Centrale du Congo :

- l'absorption, la scission ou la fusion de deux ou plusieurs Bureaux de Change ;
- la fermeture du Bureau de Change, de l'Extension ou de son Guichet ;
- le changement de raison sociale ou d'adresse ;
- le changement des promoteurs et des dirigeants.

Article 9

L'autorisation est accordée dans les 90 jours de la date mentionnée sur l'avis de réception de la Banque Centrale. L'absence de décision à l'expiration de ce délai vaut autorisation.

Paragraph The opening of each Extension or each Bank is subject to the same conditions Article 5 paragraph 1 and the payment of costs as follows:

- Authorization fees: 20% of the deposit;
- Processing fee: 3% of the security

Paragraph 3: Change Offices are required to open accountable for their Extensions from Credit Institutions of the activity of said extensions spring4.

Paragraph Any change in telephone number or any operating point address must be reported immediately to the Central Bank of Congo / the Directorate Supervision of Financial Intermediaries with copies to the Foreign Services Branchthe.

Paragraph 5: Are subject to the prior approval of the Central Bank of Congo:

- absorption, demerger or merger of two or more

Bureaux de Change

- closure of the Office of Change, Extension or its Bank

-the change of name or address;

-. the change of promoters and executives

Article 9

Authorisation is granted within 90 days from the date mentioned on the advice of receipt of the Central Bank. If no decision on the expiry of this deadline is authorizedIV.

CHAPITRE IV : DIRECTIVES ADMINISTRATIVES

Article 10

Alinéa 1 : Les transactions des Bureaux de Change portent sur les monnaies cotées par la Banque Centrale du Congo.

Alinéa 2 : Les opérations des Bureaux de Change s'effectuent librement au taux négocié entre parties.

Alinéa 3 : Les Bureaux de Change ne sont pas autorisés à effectuer des opérations de change manuel décrites à l'article 2 ci-dessus pour des montant dépassant USD 10.000 ou l'équivalent en une autre monnaie étrangère par personne et par jour.

Article 11

Les opérations de change s'effectuent sur base d'un bordereau établi en double exemplaire pris dans une série numérique ininterrompue, dont le modèle en annexe 1.

L'original est remis au client et la copie est conservée par le Bureau de Change.

Article 12

Alinéa 1 : Les Bureaux de Change agréés ont l'obligation de :

- saisir immédiatement la Banque Centrale du Congo/Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers pour toute transaction jugée suspecte dans le cadre de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme,
- prélever et photocopier les identités, l'adresse et la photo de leur clientèle effectuant des opérations de change manuel à leurs guichets,
- tenir une comptabilité en bonne et due forme c'est-à-dire présenter les états de synthèse conformément au Plan Comptable Général Congolais,

CHAPTER DIRECTIVES

Article 10

Paragraph 1: Transactions of Bureaux de Change address the currencies quoted by the Central Bank of Congo².

Paragraph The operations Bureaux de Change take place freely to negotiated rates between parts.

Paragraph 3 The Bureaux de Change are not allowed to perform manual exchange transactions described in Article 2 above for amount exceeding USD 10,000 or equivalent in another foreign currency per person per day.

Article 11

Foreign exchange transactions are made on the basis of a note prepared in duplicate caught in a continuous numerical series, the model in Annex 1.

The original is given to client and the copy kept by the Bureau de Change-.

Article 12

Paragraph 1: Approved Change Offices are required to:

immediately seize the Central Bank of Congo / Directorate of Financial Intermediaries Supervision for any transaction deemed suspect in As part of the fight against money laundering and terrorist financing,

- take and photocopy the identity, address and photo of their customers performing manual exchange transactions at their counters

- keep proper books and accounts from that is to say present the financial statements in accordance with Congolese General Accepted Accounting

- établir les relevés journaliers des opérations de change suivant le modèle en annexe, II et III,
- transmettre à la Banque Centrale du Congo, au plus tard le 5^{ème} jour du mois suivant, un relevé mensuel consolidé par monnaie des ventes et achats de devises réalisés. L'original du relevé est réservé au Bureau de Change agréé, les copies à la Banque Centrale du Congo/Directions de la Supervision des Intermédiaires Financiers et des Services Etrangers,
- saisir contre décharge et transmettre à la Banque Centrale du Congo par une note circonstanciée toute fausse monnaie présentée,
- afficher les copies certifiées conformes de l'acte d'agrément et de l'autorisation d'ouverture de ses Extensions dans les locaux où s'effectuent les opérations prévues par la présente Instruction,
- reproduire sur chaque document ou correspondance du Bureau de Change les numéros d'agrément et d'autorisation d'ouverture de l'Extension ou de Guichet.

Alinéa 2 : Les Bureaux de Change ne sont pas autorisés à effectuer les opérations ci-dessous :

- constituer des dépôts pour compte de leur client ;
- opérer des transferts avec l'étranger ;
- importer ou exporter les billets de banque ;
- accorder des prêts à leur clientèle.

Article 13

Les Bureaux de Change sont tenus de s'organiser en une Corporation professionnelle.

Cette corporation a pour objet :

- la représentation des intérêts collectifs de ses membres auprès des pouvoirs publics et de la Banque Centrale ;
- l'information de ses adhérents et du public ;

- establishing the daily readings of foreign exchange transactions following

the model in the Annex II and III

- transmit to the Central Bank of Congo, later than the fifth day of the following month, a consolidated monthly statement by currency sales and realized foreign exchange purchases. The original statement is restricted to registered Bureau de Change, copies to the Central Bank of Congo / Supervision of the Departments of Financial Intermediaries and Foreigners Services

- enter against discharge and submit to the Central Bank of Congo by a detailed note false currency presented

- show certified copies of the act of accreditation

and its Extensions opening authorization in premises where operations are carried out under this Instruction,

- reproduce the document, or correspondence from the Bureau de Change approval numbers and the extension or Bank opening authorization-.

Paragraph 2: The Bureaux de Change are not allowed to perform the following operations:

constitute deposits account their client; - Make transfers with foreign countries; - Import or export banknotes; . - Loans to their customers

Article 13

The Bureaux de Change are required to organize a professional Corporation Bank.

This corporation is to:

- representation of collective interests of its members before the public authorities and the Central
- information of its members and the public;

- l'étude de toute question d'intérêt commun et l'élaboration des recommandations s'y rapportant en vue, le cas échéant, de favoriser la coopération entre réseaux ;
- l'organisation et la gestion des services d'intérêt commun.

Le projet des statuts de cette Corporation est soumis à l'approbation de la Banque Centrale.

Article 14

Les Bureaux de Change sont tenus d'afficher les cours de change acheteurs et vendeurs du jour.

CHAPITRE III : RETRAIT D'AGREMENT

Article 15

Le retrait d'agrément est prononcé par la Banque Centrale lorsque le Bureau de Change :

- en formule la demande et après préalable de Banque Centrale/Direction de la Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers ;
- ne démarre pas les activités dans les six mois qui suivent l'octroi d'agrément ;
- n'exerce plus ses activités depuis plus de six mois ;
- ne remplit plus les conditions auxquelles l'agrément est subordonné ;
- a obtenu l'agrément en violation des dispositions de l'article 5 de la présente Instruction ;
- a violé les dispositions des articles 4 et 5 de la présente instruction.

La Banque Centrale du Congo procède, à charge du Bureau de Change, à la publication au journal officiel de la décision de retrait d'agrément.

-
- the study of any matter of common interest and the development of recommendations related to, if necessary, to foster cooperation between networks;
 - the organization and management of services of common interest.

The draft statutes of the Corporation is subject to the approval of the Central Bank.

Article

14Change Offices are required to display the exchange of buyers and sellers daily.

CHAPTER III: WITHDRAWAL OF APPROVAL

Article 15

The withdrawal of recognition shall be decided by the Central Bank when the Bureau de Change

-so request and after prior Bank

Central/ Branch of the Directorate of Supervision of Financial Intermediaries; - Does not start the activities in the six months following the granting

of approval; - No longer operates for more than six months; - No longer meets the conditions under which authorization is

granted;- Has obtained the authorization in violation of the provisions of Article 5 of

this Instruction; - Violated the provisions of Articles 4 and 5 of this instructionwithdrawal..

the Central Bank of Congo shall, in charge of the Bureau de Change, publication in the official journal of the decision to withdraw approval

Article 16

Le retrait d'agrément entraîne la radiation du Bureau de Change de la liste prévue à l'article 4 de la présente Instruction. La radiation emporte de plein droit dissolution forcée du Bureau de Change conformément aux dispositions légales sur les sociétés commerciales.

En cas de retrait d'agrément, la caution est restituée après déduction éventuelle des sommes dues au Trésor et à la Banque Centrale du Congo. En cas d'insuffisance de la caution, le Bureau de Change est tenu de payer le montant des frais excédentaires endéans 7 jours.

CHAPITRE IV : SANCTIONS

Article 17

Alinéa 1 : Sans préjudice des dispositions de l'article 13 de l'Ordonnance Loi n° 67-272 du 23 juin 1967 définissant le pouvoir réglementaire de la Banque Centrale du Congo en matière de Change telle que modifiée et complétée à ce jour et de celles de la Loi n° 003/2002 du 02 février 2002 relative à l'activité et au contrôle des Etablissements de Crédit, si un Bureau de Change a enfreint une disposition de la présente Instruction, la Banque Centrale du Congo peut prononcer l'une des sanctions disciplinaires suivantes :

- le rappel à l'ordre ;
- le blâme ;
- la suspension des activités ;
- le retrait de l'agrément.

Alinéa 2 : En outre, la Banque Centrale du Congo peut prononcer soit à la place soit en sus de ces sanctions, une sanction pécuniaire conformément aux Tarifs et Conditions de la Banque Centrale du Congo.

Article 16

The Accreditation involves the removal of the Exchange Office of the list referred to in Article 4 of this Instruction. Radiation automatically entails forced dissolution of the Foreign Exchange Office in accordance with the legal provisions on commercial companies.

In the event of withdrawal of approval, the deposit is refunded after deduction of amounts due to the Treasury and the Central Bank of Congo. In case of failure of the bond, the Exchange Office shall pay the amount of excess costs within seven days^{IV}.

CHAPTER PENALTIES

Article 17

Paragraph 1: Subject to the provisions of Article 13 of the Ordinance Law No. ° 67-272 of 23 June 1967 defining the regulatory power of the Central Bank of Congo for Change as amended and completed to date and those of Law No. 003/2002 02 February 2002 concerning the activity and control of Credit Institutions, if a Bureau de Change has contravened a provision of this Instruction, the Central Bank of Congo may impose one of the following disciplinary sanctions:

- the call to order; - The blame; - The suspension of activities; -
Withdrawal of approval²..

Paragraph In addition, the Central Bank of Congo may pronounce, either instead of or in addition to these sanctions, a fine in accordance with the rates and conditions of the Central Bank of Congo

10.